

LA PLUS FORTE VENTE DE LA REGION
LILLE, 105, rue de Paris
PARIS, 48, Bd. Haussmann

JOURNAL D'INFORMATION

L'Égalité

de Roubaix — Concessions

BUREAUX: Téléphone 351-17
45, rue de la Gare, 45
TOURCOING: Téléphone 19-85
3, rue Fidele Lehoucq

DIRECTRICE: M^{me} Eug. GUILLAUME.

DU SANG SUR LA ROUTE

UNE NECESSITE SOCIALE

Novembre est revenu avec son triste cortège de pluies et de brumes. Dans nos régions, le brouillard s'élève chaque soir ; et, pendant une partie de la nuit, jusques, hélas, dans la matinée, il étend son voile ténébreux qui ne permet de voir qu'à quelques mètres devant soi.

Malheur à l'automobiliste pressé ou imprudent. Malheur au cycliste qui ne songe point au véhicule plus puissant qui peut le heurter. Malheur au piéton qui se fie à son oreille et ne sait point discerner les bruits ouatés qui lui parviennent. L'imprudence des uns ou des autres, parfois, la fatalité, toujours, peuvent provoquer l'irréparable qui tue ou qui blesse irrémédiablement, faisant un infirme, une veuve ou des orphelins.

Il y a peu de temps, dans la région de Bethune, un conducteur d'auto trompe par le brouillard, renversait un homme qui mourait peu d'heures après, des suites des blessures qu'il avait reçues. Résultat : un mort, une veuve, deux orphelins. On a arrêté et écroué l'auteur de l'accident. Celui-ci se consume de chagrin pendant que sa femme, veuve à sa façon, et ses deux enfants, privés de leur soutien naturel, sont plongés dans la misère.

Il n'y a point là crime, mais drame, et drame dans toute son horreur.

Pourquoi ? parce que l'homme qui a provoqué l'accident mortel n'a point les moyens matériels de réparer le mal qu'il a fait et, parce qu'il n'a point ces moyens, il risque une condamnation d'autant plus sévère qu'il ne les a pas. Imaginons un instant que l'auteur de cette tragédie fatale ait été assuré contre tous risques ou tout au moins contre les risques envers les tiers. Il ne serait point sous le coup de poursuites qui vont ruiner sa famille et lui-même. Et les innocentes victimes seraient assurées, elles aussi, de recevoir le prix du sang et d'être sauvées de la misère que la mort de leur père a provoquée chez elles.

En ces temps de circulation rapide et intensive il serait utile — que dis-je ? — indispensable et urgent, que le législateur impose à tout un chacun qui conduit une auto ou une moto ou tout appareil mécanique susceptible de grandes vitesses, de s'assurer contre le risque qu'il fait courir à autrui.

Cette assurance devrait être calculée de telle façon que tout conducteur soit susceptible, lors d'un accident, de pouvoir réparer, sans qu'il soit ruiné lui-même, le mal qu'il a fait.

Certes, nous ne demandons pas une assurance obligatoire contraire à la liberté individuelle. Chacun peut courir son risque, encore qu'il y ait beaucoup à dire là-dessus, mais nul n'a le droit de faire courir aux autres un péril mortel. Dans l'intérêt des usagers de la route : piétons, cyclistes, motocyclistes, automobilistes ou même conducteurs de voitures à chevaux, il faut que la loi intervienne et couvre chacun des dangers qu'il court.

Serait-ce trop demander au législateur que de voter, parmi tant de projets souvent insignifiants que le Parlement est appelé à discuter à chaque législature, une loi qui ne permettrait l'attribution de la carte grise qu'à la condition que celle-ci constitue une véritable assurance contre les risques des tiers. Nous ne sommes pas des juristes. Nous ne proposons aucun texte. Mais peut-être l'Etat peut-il lui-même, sous forme d'un impôt spécial, être l'assureur. Peut-être peut-il déléguer ses pouvoirs.

Ce qui importe, c'est que l'accident grave ou mortel ne soit plus générateur de misère, ni pour l'accidenté, ni pour son auteur ou sa famille, surtout lorsque cet auteur est une victime des éléments ou de la fatalité.

Frédéric LAGRANGE.

LA GUERRE EN CHINE

L'ÉVACUATION DE POU TOUNG PAR LES CHINOIS EST CONFIRMÉE



Dans les faubourgs de CHANGHAI, un soldat nippon s'est emparé de plusieurs caisses de denrées et de conserves ; il va en faire profiter ses compagnons d'armes.

DRAME PASSIONNEL A MAZINGARBE

Reentrant chez lui la nuit, un conducteur de machines y trouva un rival qu'il blessa grièvement à coups de tranchet.

Un drame banal a mis en émoi la nuit dernière la populueuse cité des Brebis, à Mazingarbe.

Le numéro 380 de cette cité est occupé par les époux Roger Ségard, le mari, âgé de 36 ans, conducteur de machines aux mines de Bethune ; la femme, Marcelle Lorraine, 38 ans.

Frédéric LAGRANGE.

Le Conseil National du Parti socialiste a poursuivi ses travaux hier

M. GRUMBACH demande de se prononcer nettement sur la représentation proportionnelle.

M. BRACKE estime impossible le retrait des Ministres socialistes. « Il faut dresser la liste de ce que le parti demande à ses ministres de tenter de faire ».

M. PIVERT récusé toute solidarité avec « l'opportunisme stalinien et l'impuissance démocratique bourgeoise ». Les Ministres socialistes doivent partir « en se faisant comprendre des éléments sains du Front Populaire ».



De gauche à droite : MM. Paul FAURE, J.-B. LEBAS et Marcel PIVERT arrivant à la salle des P.T.T. où s'est tenu le Conseil National du Parti Socialiste (S.F.I.O.).

La deuxième séance du Conseil National du Parti Socialiste S.F.I.O. s'est ouverte ce matin, à 10 h. 30, sous la présidence de M. Guérès, député du Tarn-et-Garonne, assisté de M. PANTIGNY (Pas-de-Calais) et M. Hohmann (Meuse).

M. Loube, délégué de la Tunisie, qui retrace les principales phases de l'action italienne en Tunisie, déplore « la mansuétude des Pouvoirs Publics » et redoute de graves incidents. Il réclame la dissolution de la police politique italienne, celle des ligues paramilitaires et l'interdiction de défilés fascistes.

M. LEBAS répond que dans quelques semaines fonctionnera un poste colonial de radiodiffusion qui atteindra toutes les possessions françaises.

Le parti et la politique financière du Gouvernement

M. Vielle, de la Fédération de la Grande, reprenant l'examen de la politique générale, estime qu'elle doit être dégagée de toute considération d'ordre personnel. Selon l'orateur, c'est sans joie que le parti accueille l'action du second ministre de Front Populaire, M. Vielle, « jusque le divorce qui, selon lui, devient inévitable entre la politique du ministre des finances et celle sociale, qui doit être celle du gouvernement. Il condamne la politique financière de M. Bonnet.

M. Lazurick, député du Cher, critique sévèrement la gestion financière de M. Bonnet, affirme que les difficultés financières ont usé le premier gouvernement de Front Populaire et l'ont amené à la pause. Mais la gestion de M. Bonnet a abouti à la « faillite éclatante ». Il ajoute que le seul budget véritablement sincère était celui de M. Vincent Auriol, tandis que celui de M. Bonnet se traduira par un déficit de 10 milliards au moins. Il termine en demandant des réformes de structures et préconise comme remède le contrôle des changes identique à celui fonctionnant au Danemark.

L'intervention de M. Ziromsky

M. Ziromsky reproche à la majorité du parti de ne pas créer, dans le Pays, grâce à une agitation des masses, un climat favorable à la constitution d'un véritable gouvernement de Front Populaire.

(LIRE LA SUITE EN DEUXIEME PAGE)

LA CEREMONIE DU SOUVENIR à la pierre de l'Armistice à Haudroy

ELLE S'EST DEROULEE EN PRESENCE DU GENERAL CORAP REPRESENTANT LE MINISTRE DE LA GUERRE ET DEVANT UNE FOULE NOMBREUSE QUI AVAIT TENU A RENDRE UN EMOUVANT HOMMAGE A LA MEMOIRE DES « POILUS ».



UNE VUE DE LA CEREMONIE DEVANT LE MONUMENT

LIRE NOTRE INFORMATION EN TROISIEME PAGE



Désespéré, mourant de faim, décidé au suicide, Jean LAVEINE va se jeter à l'eau, quand deux hommes riches l'en empêchent et lui donnent de l'argent.

CALVAIRE DE GUEUX PAR JACQUES BRIENNE

La Mode aux Courses



Ces trois charmantes touristes ont revêtu de bien jolis manteaux pour assister aux Courses d'AUTEUIL.

Lire en huitième page notre « PAGE FÉMININE ».

“ Soyons forts pour rester libres. Restons libres pour être forts ”

Telle est la formule de ralliement lancée hier à Nice à tous les Français par M. Pierre-Étienne FLANDIN au banquet de clôture du Congrès de l'Alliance Démocratique.

M. Pierre-Étienne FLANDIN a prononcé hier après-midi à Nice, à l'occasion du banquet de clôture du Congrès de l'Alliance Démocratique, un important discours dont nous extrayons les principaux passages :

« Si nous nous abandonnons au rêve nous pourrions perdre notre existence nationale »

Depuis 1919, la France avait fondé ses espoirs de paix et fortifié ses garanties de sécurité par la Société des Nations. Je veux vous rappeler — car on l'oublie peu à peu — comment, après la grande guerre, qu'un consentement solennel affirmé par tous, au lendemain de l'effroyable tuerie, devait être la dernière, la paix avait été organisée.

Une Société des Nations avait été formée ; tous les Etats du monde devaient y participer sur un pied d'égalité, ce qui semblait devoir exclure la prédominance des grandes puissances.

Vous vous souvenez avec quel enthousiasme le peuple français, et beaucoup d'autres avec lui, accueillirent cette magnifique promesse de paix et de justice internationale. Une foi profonde animait alors tous les cœurs.

Je ne veux pas retracer l'histoire de tous les manœuvres à la loi internationale, de toutes les capitulations de droit devant la force qui, progressivement, nous ont conduits où nous sommes. Mais nous serions aveugles et sourds si nous ne voyions pas la Force partout se substituer au Droit dans les relations internationales ; et nous n'en tendions pas les avertissements de ceux qui, comme le premier ministre bri-



M. P.-E. FLANDIN devant le micro

tannique, hier, nous prévenaient que la Société des Nations est, pour le moment, incapable de garantir la sécurité de ses associés.

Sans doute, il ne faut désespérer. Les plus généreuses tentatives réussissent parfois.

Ce qui me parait le plus grave aujourd'hui, ce n'est pas seulement que certains gouvernements s'appliquent à créer une mentalité, je dirais presque une mystique de guerre ; ce n'est pas seulement que les armements s'amoncellent ; c'est surtout que le moment vient où les générations qui n'ont pas fait la guerre vont dominer et que ce moment arrive dans l'heure même où notre civilisation traverse une grave crise matérielle et morale.

Elle se dresse contre ceux qu'elle accuse de paralyser son destin. Ici, elle écoute donc les auteurs de guerre civile qui la poussent à la lutte des classes.

LA, elle suivra les conquérants qui l'entraînent à la guerre étrangère.

Ainsi le double danger qui menace la nation française est qu'elle s'émiettasse elle-même dans un conflit idéologique dont l'exemple de l'Espagne nous montre où il conduit, et qu'elle soit anéantie par l'attaque de nations rivales qui expérimentent trouver dans le partage de notre empire les biens matériels qu'elles convoitent.

« Ce serait folie de croire qu'une dictature politique puisse s'installer en France »

Lorsque d'un côté on crie : « sus au communisme », c'est, dans l'us et l'abus, un ralliement totalitaire que l'on tente.

(LIRE LA SUITE EN CINQUIEME PAGE)

IMPORTANTES REUNIONS A LILLE

L'assemblée générale de la Fédération Régionale du Nord et du Pas-de-Calais des Combattants Républicains



La remise d'une plaquette à M. Delfortrie ; on voit de gauche à droite : MM. GHYS, Président, DELFORTRIE, Président d'honneur, CORDONNIER, Adjoint au Maire de Lille et FONTENY, Président de la Fédération Nationale.

La Fédération nationale des Combattants républicains a tenu hier à Lille, salle du Conservatoire, place du Concert, une assemblée générale extraordinaire à laquelle assistaient de nombreux délégués des sections du Nord et du Pas-de-Calais. M. J. FONTENY, président de la Fédération nationale, rapporteur à l'occasion nationale du combattant, présidait la réunion, au cours de laquelle il exposait le point de vue du Comité central sur les revendications les plus urgentes des anciens combattants républicains. Il devait se rendre dans le courant de l'après-midi à Douai pour la remise d'un drapeau à la section locale.

L'Assemblée de la Fédération régionale fut précédée d'une réunion de la section de Lille.

L'activité de la section Lille

La réunion s'ouvrit peu après neuf heures. M. Georges Ghys présidait, entouré au bureau de MM. FONTENY, Kléber SORY, président de la Fédération régionale ; Pierre DELFORTRIE et Denis CORDONNIER, président d'honneur ; Achille HED, secrétaire général ; Charles BEVE, trésorier de la section de Lille.

(LIRE LA SUITE EN DEUXIEME PAGE)